

ANTI SÉMITISME ET ANTI-MAÇONNISME

Histoire secrète de L'Oréal



Le géant de la cosmétique, L'Oréal, vient d'annoncer la restructuration de son capital. Ainsi disparaît le holding de contrôle créé par Eugène Schueller pendant la Seconde Guerre mondiale. Le fondateur du groupe était aussi l'un des grands financiers du complot de la Cagoule et du nazisme français. A la Libération, la société et ses filiales étrangères servirent de refuge aux criminels en fuite. Aujourd'hui, l'héritière du groupe, Liliane Bettencourt, est devenue la femme la plus riche de France. L'histoire du groupe éclaire la face cachée de la politique française contemporaine.

page 2

Peu importe les faits : Chavez est un dictateur !

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Frédéric Martinez

regrette que

l'administration Chavez multiplie les tracasseries administratives pour empêcher l'opposition de convoquer un référendum révocatoire. Son raisonnement s'appuie sur l'idée selon laquelle Chavez aurait pouvoir sur la Commission électorale et que celle-ci aurait rejeté abusivement 1,4 millions de signatures de pétition. Ces affirmations erronées s'inscrivent dans la mode actuelle : présenter les démocrates comme des dictateurs pour soutenir des putschistes.

page 9

REPÈRE : 4 MARS 1687

Cadences infernales pour les bourreaux hongrois

Ayant obtenu la liberté de religion en 1604, les protestants hongrois jouissent d'une relative indépendance vis-à-vis de l'Empire des Habsbourg. Pourtant le nouvel empereur Léopold déclenche une répression sanglante à leur encontre. Il doit alors faire face à une insurrection, dirigée par le duc Tökölys. Celui-ci obtient l'assistance des Ottomans qui occupent déjà la moitié du pays. En 1683, les armées de Kara Mustafa assiègent Vienne. Mais en 1686, l'armée impériale chasse les Turcs et Léopold se fait couronner roi de Hongrie. Le 5 mars 1687, un échafaud est dressé sur la place d'Epéries, et jusqu'à la fin de l'année, pendant neuf mois, sans interruption, les nobles hongrois protestants qui avaient pris part à l'insurrection sont décapités. Les bourreaux, accablés de fatigue et découragés, refusent plusieurs fois de continuer les exécutions. À Rome, le pape Innocent XI félicite Léopold pour son zèle dans la défense de la religion et lui promet la sainteté. ■



EXÉCUTIONS EN PRIME-TIME

Les États-Uniens, qu'ils soient partisans ou non de la peine de mort, sont en majorité favorables à la retransmission des exécutions capitale à la télévision. Près du quart d'entre eux accepterait de payer pour voir l'exécution d'Oussama Ben Laden. C'est le résultat d'un sondage Harris Interactive mené auprès d'un millier de personnes en janvier dernier pour le compte d'une chaîne payante de télévision. The show must go on... ■

Antisémitisme et anti-maçonnisme

Histoire secrète de L'Oréal

Le géant de la cosmétique, L'Oréal, vient d'annoncer la restructuration de son capital. Ainsi disparaît le holding de contrôle créé par Eugène Schueller pendant la Seconde Guerre mondiale. Le fondateur du groupe était aussi l'un des grands financiers du complot de la Cagoule et du nazisme français. A la Libération, la société et ses filiales étrangères servirent de refuge aux criminels en fuite. Aujourd'hui, l'héritière du groupe, Liliane Bettencourt, est devenue la femme la plus riche de France. L'histoire du groupe éclaire la face cachée de la politique française contemporaine.



À la mémoire de Marx Dormoy, Victor Basch, Jean Zay, Georges Mandel et Jean Moulin

C'est par un bref communiqué, diffusé le 3 février 2004 dans la nuit, que le géant de la cosmétique L'Oréal a annoncé la restructuration de son capital [1]. La famille Bettencourt et le groupe Nestlé, qui détenaient ensemble la majorité de L'Oréal par l'intermédiaire du holding de contrôle Gasparal, la posséderont désormais directement. Ce tour de passe-passe étant accompagné d'un engagement de conservation de titres, les Bettencourt bénéficieront d'un abattement de 50 % de la valeur taxable à l'impôt sur la fortune (ISF). Ils ne seront pas tenus de payer de frais pour cette transaction grâce aux nouvelles

dispositions introduites à leur intention dans la « *loi pour l'initiative économique* » du 1er août 2003 [2]

L'Oréal est aujourd'hui évalué à 43,6 milliards d'euros. Les Bettencourt détiennent 11,99 milliards ; Nestlé 11,5 milliards ; les 20,11 milliards restants flottants en Bourse. La fortune personnelle de Lilliane Bettencourt, héritière du fondateur de L'Oréal, était estimée en 2002 à 17,2 milliards d'euros. Ce qui en fait la personne la plus riche de France.

Une entreprise qui veut se payer la République

L'Oréal a été créé, en 1907, par un petit entrepreneur, Eugène Schueller. Il absorbe Monsavon, en 1928, puis les peintures Valentine, les shampoings Dop, le magazine *Votre Beauté*. Dérivant lentement à la droite la plus extrême, Schueller se fait connaître par ses théories économiques sur le « *salaire proportionnel* ». Dans une société libérée du capitalisme libéral et des syndicats, les ouvriers toucheraient un triple salaire : un salaire d'activité, un salaire familial calculé en fonction de leur nombre d'enfants, et un salaire de productivité.

Le 6 février 1934, en réaction à un retentissant scandale politico-financier, les ligues d'anciens combattants de la Grande guerre manifestent devant la Chambre des députés à Paris pour obtenir la démission du gouvernement Daladier. Sous l'impulsion des fascistes, le rassemblement tourne à l'insurrection et tente de renverser la République au profit du colonel de La Rocque qui refuse le rôle qu'on veut lui faire jouer.

Divers autres échauffourées surviennent dans les semaines suivantes, y compris une tentative de lynchage de Léon Blum en marge de l'enterrement d'un historien monarchiste, de sorte que, le 18 juin, le gouvernement prononce la dissolution des ligues. Immédiatement, un groupe de militants fascistes, pour la plupart issus de la XVIIe section des Camelots du roi, rompt avec le philosophe monarchiste Charles Maurras et décide de passer à la clandestinité. Ils constituent l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale (OSARN). Il y a là autour d'Eugène Deloncle, Aristide Corre, Jean Filliol, Jacques Corrèze, bientôt rejoints par Gabriel Jeantet, François Méténier et le docteur Henri Martin.

Le colonel de La Rocque met en garde les anciens adhérents des ligues contre une infiltration de leur mouvement par des « groupes de trahison », c'est-à-dire par des fascistes agissant pour le compte de l'étranger, l'Italie et l'Allemagne en l'occurrence [3]. Quoi qu'il en soit, l'OSARN se structure rapidement en groupes locaux et en système hiérarchisé extrêmement cloisonné, de sorte qu'en dehors des chefs, les membres de l'organisation ignorent tout de son ampleur, de ses objectifs réels, des moyens et soutiens dont elle dispose. Certaines cellules du complot, dont les Chevaliers du glaive, dirigés à Nice par Joseph Darnant et **François Durand de Grossouvre**, adoptent un rituel et un costume inspirés du Klu Klux Klan états-unien, ce qui vaudra à l'OSARN d'être désigné par les monarchistes sous le sobriquet de « *La Cagoule* » [4].

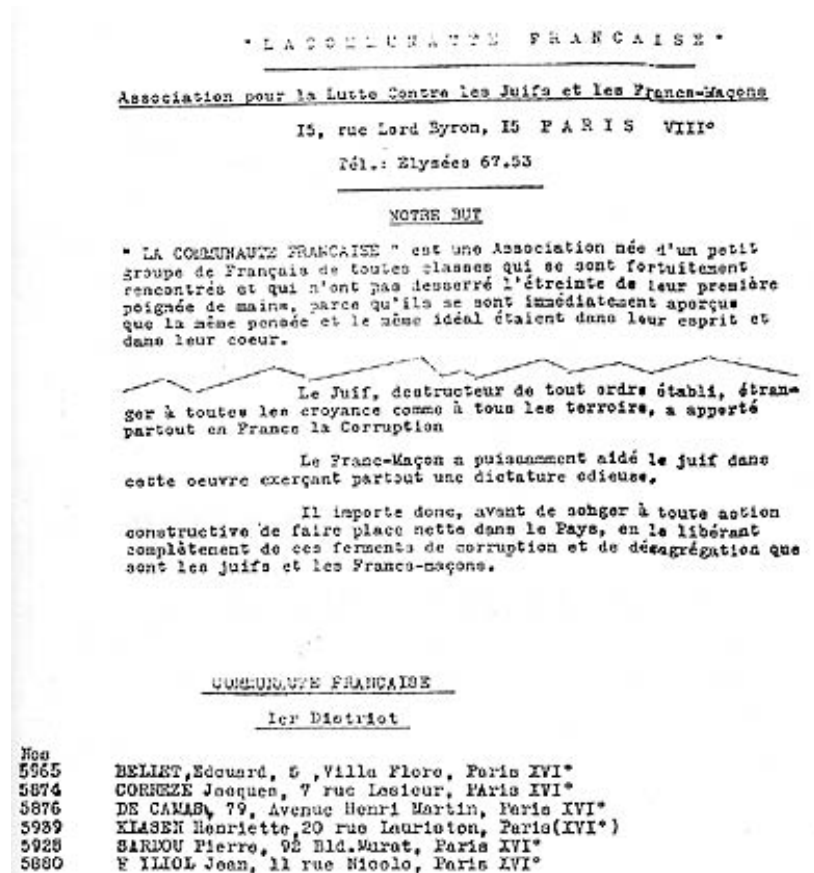
Ami intime d'Eugène Deloncle, Eugène Schueller met ses moyens personnels à disposition du complot. Plusieurs réunions de l'équipe dirigeante se tiennent dans son bureau au siège de L'Oréal.

Un groupe de jeunes gens, résidant à l'internat des pères maristes (104, rue de Vaugirard à Paris), fréquente les chefs du complot et se joint à certaines de leurs actions sans pour autant adhérer formellement à l'OSARN. Il s'agit de Pierre Guillain de Bénouville, Claude Roy, André Bettencourt et François Mitterrand. Robert Mitterrand, frère de François, épouse la nièce d'Eugène Deloncle.

Échecs et divisions sur fond d'antisémitisme

En un an et demi, l'OSARN formalise ses relations avec le gouvernement de Benito Mussolini en Italie, puis avec celui d'Adolf Hitler en Allemagne. Pour leur compte, il achemine des armes à Francisco Franco en Espagne et élimine des réfugiés politiques en France. En échange, il obtient un appui financier et logistique considérable. L'organisation tente un coup d'État dans la nuit du 15 au 16 novembre 1937, qui échoue. Au lendemain et dans les semaines qui suivent, le complot est mis à jour. Des perquisitions permettent de découvrir des caches d'armes réparties sur tout le territoire. Ce sont au total des centaines de fusils-mitrailleurs, des milliers de fusils et d'uniformes, des dizaines de milliers de grenades, des centaines de milliers de munitions, tous importés d'Italie et d'Allemagne, qui sont découverts.

Le président du Conseil, Édouard Daladier, freine l'enquête lorsqu'il apparaît que l'OSARN a développé ses réseaux parmi les officiers supérieurs et jusqu'à l'état-major. En effet, il ne paraît pas possible de décapiter l'armée française alors que la menace de guerre se précise. Il a tort, puisque la Guerre mondiale est effectivement déclarée et que la France capitule.



« La communauté française »

Association secrète de spoliation des biens juifs et maçonniques. Parmi les responsables : Jacques Correze et Jean Filliol.

Si une partie des « *cagouleurs* », hostiles à la domination étrangère, rejoint de Gaulle, la plupart d'entre eux se félicite de la victoire du fascisme et s'engage dans la Collaboration. En septembre 1940, Eugène Deloncle et Eugène Schueller créent le Mouvement social révolutionnaire (dont l'acronyme MSR se prononce « *aime et sert* ») avec le soutien de l'ambassadeur du Reich, Otto Abetz, et l'approbation personnelle du chef de la Gestapo, Reinhardt Heydrich. Les réunions de la direction du MSR se tiennent au siège de L'Oréal (14, rue Royale à Paris).

Le programme de l'organisation indique « *Nous voulons construire la nouvelle Europe en coopération avec l'Allemagne nationale-socialiste et tous les autres nations européennes libérés comme elles du capitalisme libéral, du judaïsme, du bolchévisme et de la franc-maçonnerie (...) régénérer racialement la France et les Français (...) donner aux juifs qui seront conservés en France un statut sévère les empêchant de polluer notre race (...) créer une économie socialiste (...) qui assure une juste distribution des produits en faisant augmenter les salaires en même temps que la production* ».

Première application de ce programme, Deloncle organise le plasticage de sept synagogues parisiennes, dans la nuit du 2 au 3 octobre 1941.

Subsidiairement, une organisation dans l'organisation est créée avec l'aide du SS Theo Dannecker, représentant Adolf Eichmann : la Communauté française dont le but est de « *libérer complètement (la France) de ces ferments de corruption que sont les juifs et les Francs-maçons* ». C'est ce groupe secret qui organise la spoliation des juifs souvent au profit personnel de ses membres. Parmi eux, on relève Jacques Corrèze déjà cité et Jean Filliol, le tueur de la « *Cagoule* ».

“ LA RÉVOLUTION MONDIALE ”

Nous vivons une révolution mondiale. L'ère des continents vient de s'ouvrir. Fidèle à son passé, l'Europe garde sa suprématie spirituelle et montre la voie au reste de l'univers.
Jamais, pourtant, il n'a été aussi difficile de comprendre la marche du monde. Dans la confusion générale, il est urgent de choisir des points de repère.
C'est l'objet de cette nouvelle collection où ne paraîtront dans le domaine historique, économique ou social, que des ouvrages du premier rang.

Déjà paru :

I
ADOLF HITLER
DISCOURS
du 28 avril 1939 au 4 mai 1941
TEXTE OFFICIEL ET INTÉGRAL

I fort vol. (14x22,5 cm.) de 415 pages **40 francs**
Ces documents, à peu près inconnus en France, ont une valeur historique incomparable. Ils renseigneront le lecteur sur la conduite de la guerre et sur la vie intime du parti national-socialiste. Ils contiennent l'essentiel de la doctrine hitlérienne et forment le complément indispensable de *Mein Kampf*.

II
EUGÈNE SCHUELLER
LA RÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE

I fort vol. (14x20,5 cm.) de 382 pages **40 francs**
Un patron français propose ici trois réformes de structure : celles du salariat, du patronat et de la production. C'est un homme parfaitement informé, c'est un révolutionnaire constructeur qui lance à tous les chefs d'entreprise et à tous les hommes de volonté faite cet appel à l'action.

« Guillemot et Delamotte », éditeur à Paris

Adolf Hitler et Eugène Schueller figurent côte à côte dans son catalogue.

Quant au jeune André Bettencourt, il devient le patron français de la PropagandaStaffel. Il est placé sous la triple tutelle du ministre de la propagande, Joseph Goebbels, de la Wehrmacht et de la Gestapo. Il a la haute main sur toutes les publications françaises, qu'elles soient collaborationnistes ou nazies. Il dirige lui-même *La Terre française*, une publication explicitement nazie destinée aux familles rurales, qui préconise la rééducation des intellectuels décadents par le retour forcé à « *la terre qui ne ment pas* ». Il y emploie l'agronome **René Dumont**. Par ailleurs, Bettencourt offre régulièrement les colonnes de ses journaux à Schueller.

La solution Bettencourt

Le 15 février 1941, à la demande de la SS, le MSR de Deloncle fusionne avec le Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat. Le patron de L'Oréal, Eugène Schueller, devient la personnalité économique de référence. Son livre, *La Révolution de l'économie*, se classe dans les ouvrages de référence du fascisme français.

Le 15 juin 1941, dans son discours au congrès de l'organisation au Palais de la Mutualité, il appelle à « *une révolution préliminaire à la fois d'épuration et de redressement* » qui ne peut « *être que sanglante. Elle consistera tout simplement à fusiller vite cinquante ou cent grands personnages* ».

Le 22 juin 1941, le Reich attaque l'Union soviétique. Deloncle et Schueller décident de créer la Légion des volontaires français (LVF) pour combattre le bolchévisme sur le front de l'Est et de la placer sous l'autorité de Jacques Corrèze. Tous ses membres prêtent serment d'allégeance au führer.

Ils tentent de s'appuyer sur cette puissante formation armée pour éliminer leur adversaire politique Pierre Laval et leur allié et néanmoins rival Marcel Déat. Le 27 août 1941, à l'occasion d'une cérémonie de départ d'un contingent de la LVF sur le front russe, ils organisent un double attentat au cours duquel Laval et Déat sont blessés.



« La Terre Française »
Publication nazie française
dirigée par André Bettencourt
(voir l'agrandissement :
document associé à cet article)

Le 20 décembre 1941, André Bettencourt, qui n'ignore rien des débats en cours à Berlin, écrit dans l'éditorial de Noël de *La Terre française* : « *Un jour, trente ans plus tard, les juifs s'imagineront pourtant gagner la partie. Ils avaient réussi à mettre la main sur Jésus et l'avaient crucifié. En se frottant les mains, ils s'étaient écriés : « que son sang retombe sur nous et nos enfants ». Vous savez d'ailleurs de quelle manière il est retombé et retombe encore. Il faut que s'accomplissent les prescriptions du livre éternel* ».

En effet, quelques jours plus tard la Conférence de Wansee décide la « *solution finale* » : des millions de personnes vont être

exterminées dans le plus grand secret.

À l'issue des affrontements internes à la mouvance nazie française, c'est en définitive Deloncle qui tombe en disgrâce. Eugène Schueller se précipite alors, le 18 mars 1942, à l'ambassade du Reich pour se désolidariser de son ami.

L'entretien est dûment consigné dans les archives allemandes.

L'OSS s'en mêle

La bataille de Stalingrad inverse le cours des événements. Désormais le Reich n'est plus invincible. André Bettencourt se rapproche de son ami François Mitterrand qui exerce diverses fonctions à Vichy où il partage son bureau avec Jean Ousset, le responsable du mouvement de jeunesse de la Légion française des combattants de Joseph Darnand. Ils seraient alors entrés en résistance au sein d'un Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNPGD) dont l'activité a été officiellement reconnue quarante ans plus tard par l'administration Mitterrand, mais sur laquelle les historiens s'interrogent toujours.

Fin 1942, André Bettencourt est envoyé par Eugène Schueller « aryaniser » la société Nestlé en Suisse, dont le patron de L'Oréal est devenu l'un des actionnaires principaux. Il profite de ses déplacements pour rencontrer **Allen Dulles** et Max Schoop des services secrets états-uniens (OSS). En 1944, ils lui donnent 2,5 millions de francs de l'époque pour financer leur réseau. On ignore tout, encore aujourd'hui, de l'usage de cette somme.

Eugène Deloncle est assassiné. Mais les crimes des cagouleurs ne prennent pas fin pour autant, pas même avec le débarquement allié en Normandie. Le 10 juin 1944, Jean Filliol conduit la division SS Das Reich à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) où elle massacre 644 habitants dans des conditions particulièrement horribles.

Parce qu'ils le valaient bien...

À la Libération, les cagouleurs de Londres sauvent les cagouleurs de Vichy. Grâce au témoignage d'André Bettencourt et de François Mitterrand, Eugène Schueller est relaxé au motif qu'il aurait aussi été résistant. L'Oréal devient le refuge des vieux amis. François Mitterrand est engagé comme directeur du magazine *Votre Beauté*. André Bettencourt rejoint la direction du groupe. Avec l'aide de l'**Opus Dei**, une confrérie catholique franquiste, Henri Deloncle (frère d'Eugène) développe L'Oréal-Espagne où il emploie Jean Filliol. Quant à Jacques Corrèze, il devient patron de L'Oréal-Etats-Unis. En 1950, André Bettencourt épouse Liliane, la fille unique d'Eugène Schueller.

Rue Saint-Dominique, le bureau d'André Bettencourt lorsqu'il dirigeait la PropagandaStaffel, devient une résidence de l'Opus Dei. Tandis que Robert Mitterrand s'installe rue Dufrenoy dans l'immeuble qui abritera le siège de l'Opus en France. Cette œuvre est politiquement dirigée par Jean Ousset.

André Bettencourt a poursuivi une brillante carrière. Journaliste, il a créé en 1945 le *Journal agricole*, pour les anciens lecteurs de *La Terre française*. Sa carrière politique l'a conduit plusieurs fois au Parlement



André Bettencourt

et au Gouvernement. Il a ainsi pu renouer avec ses activités passées en devenant secrétaire d'État à l'Information (1954-55), poste créé par son ami François Mitterrand, en 1948, et où ils auront tous deux forgé la presse française contemporaine. Les deux hommes sont inséparables, au point qu'en 1986 lorsque Mitterrand devenu socialiste et président de la République doit cohabiter avec une Assemblée de droite, il hésite à choisir André Bettencourt comme Premier ministre. Mais craignant le retour des fantômes du passé, il s'abstient. Cependant, ce passé reste présent.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

Cet article a été écrit à partir des archives personnelles de l'auteur, des recherches financées par Michel Sitbon, et des documents qui lui ont été aimablement remis par le regretté David Frydman.

[1] *Un nouvel accord entre les actionnaires majoritaires de L'Oréal*, communiqué de L'Oréal, 3 février 2004, 23h.

[2] La loi pour l'initiative économique a été présentée au Parlement par le secrétaire d'État aux Petites et moyennes entreprises, Renaud Dutreil, en décembre 2002, et adoptée le 1er août 2003 sous le numéro 2003-721. Cf. *Journal officiel* du 5 août 2003.

[3] Cf. *Le Flambeau* du 21 novembre 1936.

[4] La paternité de ce surnom est attribuée à Maurice Pujol.

Documents



« La Terre Française » du 20 décembre 1941

Publication nazie française dirigée par André Bettencourt.
JPEG - 323.2 ko, 1034 x 1356 pixels

Peu importe les faits : Chavez est un dictateur !

Analyse

L'historien Frédéric Martinez regrette dans *Libération* que l'administration Chavez multiplie les tracasseries administratives pour empêcher l'opposition vénézuélienne de convoquer un référendum révocatoire. Son raisonnement s'appuie sur l'idée selon laquelle le président Chavez aurait pouvoir sur la Commission électorale et que celle-ci aurait rejeté abusivement 1,4 millions de signatures de pétition. Cela fait deux erreurs : la Commission est indépendante et sa composition avait été acceptée par l'opposition ; les signatures rejetées l'ont été parce qu'elles figuraient sur des formulaires destinés à la révocation de députés et non du président, ce qui n'a rien d'une tracasserie administrative. Enfin, contrairement à ce qu'indique M. Martinez la Constitution bolivarienne ne donne pas pouvoir au président de se substituer au peuple pour convoquer un tel référendum (cf. art. 73 et 74). Cependant après avoir accusé mensongèrement Jean-Bertrand Aristide d'avoir truqué des élections et de refuser de convoquer les suivantes, la mode est de présenter les démocrates comme des dictateurs pour se donner le droit de soutenir des putschistes.

La campagne présidentielle états-unienne se personnalise. Dave Lesar, PDG du géant de l'équipement pétrolier Halliburton, déplore dans le *Washington Post* les mauvais procès que l'on fait à sa compagnie. On lui reproche en effet d'avoir poussé à la guerre en Irak pour en tirer d'importants bénéfices, puis d'avoir surfacturé les prestations à l'armée d'occupation. Tout cela ne serait qu'une campagne de haine, uniquement motivée par le fait que son prédécesseur à la tête de la compagnie est l'actuel vice-président Cheney. Malheureusement, Dave Lesar ne donne aucun élément précis qui permette d'infirmer les analyses de ses détracteurs.

Joshua Muravchik, qui milita aux côtés de George Soros pour la « libération »

de l'Europe centrale et orientale et sa conversion à la « *démocratie de marché* », critique vertement le spéculateur-philanthrope dans le *Wall Street Journal*. En menant campagne contre la candidature de George W. Bush, Soros « *cracherait dans la soupe* ». En effet, bien qu'il soit juif, il ne soutient Israël que du bout des lèvres et, bien qu'il doive sa fortune aux États-Unis, il conteste leur domination militaire.

Les institutions internationales n'ont la grâce des États-Unis que lorsqu'elles défendent leurs intérêts.

L'ancien conseiller national de sécurité Samuel R. Berger, et l'analyste Flyntt Leverett, principal rédacteur de la Feuille de route, exigent dans l'*International Herald Tribune* de nouveaux pouvoirs pour l'Agence internationale à l'énergie atomique afin qu'elle puisse lutter efficacement contre la prolifération nucléaire. La faute est donc aux États émergents qui tente d'acquérir la bombe pour se libérer de la tutelle des grandes puissances, et non pas à ces grandes puissances qui utilisent leurs capacités nucléaires pour imposer leur domination.

De son côté, Jonathan Gurwitz de la *Jewish World Review* dénonce dans *The Age* une barrière de sécurité imposé par un État du Moyen-Orient pour se protéger du terrorisme. Il ne s'agit pas de la barrière israélienne, mais de celle construite par l'Arabie saoudite à la frontière du Yémen. À partir de quoi, Gurwitz dénonce le deux poids deux mesures de l'ONU et stigmatise le recours à la Cour internationale de justice.

Daniel Pipes, administrateur de l'Institut des États-Unis pour la paix, feint de s'interroger dans le *Jerusalem Post* sur le rôle de la Charia dans la constitution provisoire de l'Irak. S'il se félicite du compromis trouvé (la Charia est une source de droit parmi d'autres), il s'inquiète d'un éventuel glissement ultérieur (la Charia deviendrait alors l'unique source de droit).

Réseau Voltaire

Frédéric Martinez

Frédéric Martinez est historien à l'université de Marne-la-Vallée. Il est coauteur avec (G. Lomné et A. Lempérière) de *l'Amérique latine et les modèles européens* et auteur de *Nationalisme cosmopolite : la référence à l'Europe dans la construction nationale en Colombie* (à paraître).

« Venezuela, le silence forcé des urnes »

Source : Libération

Référence : « Venezuela, le silence forcé des urnes », par Frédéric Martinez, *Libération*, 3 mars 2004.

Cinq ans après le début de la révolution bolivarienne d'Hugo Chavez, le Venezuela est à la croisée des chemins. Au terme de deux ans de crise politique, tous les espoirs de l'opposition s'étaient cristallisés sur la possibilité constitutionnelle d'organiser un référendum révocatoire sur initiative populaire, mais l'organisme national de contrôle des élections a gelé pour vice de forme 1,4

millions de signatures sur les 3,1 millions obtenues alors qu'il est nécessaire de disposer de 2,4 millions de signatures. Cette décision porte un nouveau coup à la possibilité d'une sortie de crise par les urnes, sauf si l'action conjuguée de l'OEA, de l'ONU et du Carter Center parvient à changer la situation. En refusant pour la seconde fois une légitime demande de consultation populaire, la « révolution bolivarienne » refuse l'évidence : une crise politique de cette ampleur exige l'arbitrage des citoyens. Avant de se montrer si réticent à la consultation des électeurs, Chavez avait commencé à gouverner par voie plébiscitaire. Il avait remporté toutes les consultations avec plus de 56 % de votes favorables au minimum car beaucoup croyaient alors qu'il allait combattre les inégalités sociales. Aujourd'hui les classes moyennes basses et les classes populaires constatent qu'il n'y a pas de politique de redistribution et qu'on n'est pas sorti du système de clientélisme électoral traditionnel.

Les opposants des couches populaires sont venus grossir les rangs d'une opposition hétéroclite. Celle-ci a commis des erreurs politiques avec le coup d'État manqué d'avril 2002 ou la grève de décembre, mais elle a réussi à se rassembler autour du projet de référendum qui privait le gouvernement de ses arguments pour la présenter comme putschiste ou fasciste. En réaction, le président Chavez a décidé de multiplier les tracasseries administratives. Ce blocage est d'autant plus nocif que l'opposition n'est pas sûre de gagner les élections, mais le fait de repousser le référendum aggrave la crise de représentativité.

Dave Lesar



Dave Lesar est le PDG d'Halliburton, poste auquel il a succédé à Richard B. Cheney (L'As de carreau du régime Bush). Halliburton est l'une des principales sociétés bénéficiaires des contrats de reconstruction de l'Irak.

« S'acharner sur Halliburton »

Source : Washington Post

Référence : « Piling On Halliburton », par Dave Lesar, *Washington Post*, 3 mars 2004.

Halliburton, qui travaille avec l'armée états-unienne depuis la Seconde Guerre mondiale, s'est toujours pliée aux procédures et a répondu aux questions des commissaires aux comptes avec qui nous avons toujours travaillé sans difficulté.

Le processus a toujours fonctionné normalement.

Aujourd'hui, Halliburton est soumis à la plus intense des attentions car l'actuel vice-président a occupé mon poste. Ses opposants, enragés par la Guerre d'Irak, ont décidé de mener une campagne contre mon entreprise, ignorant la vérité sur notre travail en Irak et dans le monde. On nous accuse d'être des profiteurs de guerre et de livrer l'essence pour les troupes états-uniennes à des prix excessifs alors que nous nous efforçons de faire en sorte qu'ils soient les plus bas possibles. Deux de nos employés ont été accusés d'avoir reçu des dessous de table d'un contractant koweïtien, mais on a oublié de préciser que l'un des deux employés corrompus avait été attrapé par nos propres services internes. On nous a faussement accusé, pour des raisons politiques, d'avoir augmenté le prix de nos prestations. Il aurait suffi d'un coup de fil pour dissiper ces accusations, mais on ne nous a pas appelé. Nous servons les administrations démocrates comme républicaines depuis plus de 60 ans parce que nous avons prouvé notre compétence, pas en raison des personnes que nous connaissons.

Joshua Muravchik



Joshua Muravchik, néo-conservateur déclaré, est membre de l'American Enterprise Institute, du Washington Institute for Near East Policy et de la National Endowment for Democracy. Il est l'auteur de *Heaven on Earth : The Rise and Fall of Socialism*.

« L'esprit de George Soros »

Source : Wall Street Journal

Référence : « The Mind of George Soros », par Joshua Muravchik, *Wall Street Journal*, 3 mars 2003.

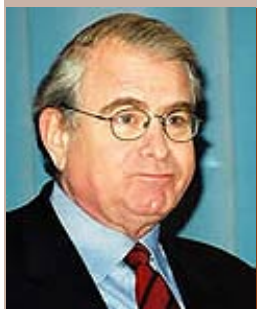
George Soros a affiché à de multiples reprises son intention de faire battre George W. Bush lors de la prochaine élection. Ces propos n'auraient pas eu d'impact s'il n'avait pas été l'un des hommes les plus riches du monde, spéculateur et philanthrope. Il a déjà donné plus de 18 millions de dollars à des associations libérales anti-Bush et il s'est déclaré prêt à donner plus.

M. Soros est né dans une famille juive hongroise non pratiquante et aisée en 1930. Sa famille adopta le nom de Soros en raison de son attachement à l'esperanto dont ce nom est issu. La famille a fui la Hongrie en 1944 suite à l'invasion nazie grâce à de fausses identités. Dès 1956, George Soros commençait à spéculer et il acquit rapidement une confortable fortune. À la fin des années 80, il fonda l'Open Society Institute pour des raisons fiscales, mais il se prit au jeu et il devint passionné de philanthropie.

Ses premières activités politiques furent la promotion de la démocratie dans l'ancien bloc soviétique, puis il se tourna vers l'Amérique où il fit la promotion de la liberté sexuelle et de la libéralisation des drogues. Sur le plan international, il fit la promotion d'une société internationale régie par des lois contraignant les conduites des États et des institutions internationales fortes rendant inutile l'arrogance militaire des États-Unis. Dans cet attachement aux normes internationales, on retrouve l'attachement paternel à l'esperanto et sa haine des nationalismes. C'est cette haine qui l'a conduit à définir sa judaïté comme un attachement à l'universalisme et à se montrer froid avec Israël. Par égocentrisme, il s'est aussi montré dur avec les États-Unis, comme si ce pays n'était plus digne de l'héberger depuis qu'il a élu Bush.

Messie autoproclamé, il veut sauver le monde de l'Amérique de Bush et condamne la guerre au terrorisme. Il joue un rôle étrange alors qu'il doit sa fortune et sa survie à l'Amérique.

Samuel R. Berger, Flynt Leverett



Samuel R. Berger était le conseiller en sécurité intérieure du président Clinton. Il dirige Stonebridge International une entreprise de consulting économique.

Flynt Leverett, ancien analyste à la CIA, ancien directeur du National Security Council pour le Proche-Orient et rédacteur de la " Feuille de route ". Il est chercheur à la Brookings Institution.

« Soyons sérieux au sujet de la prolifération nucléaire »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Let's get serious about nuclear proliferation », par Samuel R. Berger et Flynt Leverett, *International Herald Tribune*, 3 mars 2004.

Dans un discours prononcé le 11 février 2002, **George W. Bush** a promis qu'il ferait tout pour empêcher les armes les plus mortelles de tomber dans les mains des États voyous ou des groupes terroristes ; toutefois, cela nécessite de mettre en place une stratégie à long terme et dans beaucoup d'endroits dans le monde, on a encore du mal à passer de la rhétorique aux actes.

Les événements récents ont pourtant démontré le risque d'évasion nucléaire. Ainsi, le récent accord de trois ministres des Affaires étrangères européens avec l'Iran n'empêchera pas ce pays d'acquérir des armes. Pis, le ministre des Affaires étrangères irakien a affirmé par deux fois que l'Iran pourrait vendre du combustible. L'accord des Européens repose sur la double croyance erronée que l'Iran ne développe un programme nucléaire que par fierté nationale et qu'il est prêt à abandonner son programme militaire contre une assistance économique. Malgré cette situation alarmante, Washington n'a pas entamé de négociation avec Téhéran. Les États-Unis refusent également de discuter avec la Corée du Nord et ne veulent pas se concentrer sur la situation au Pakistan malgré les aveux du Dr. Khan. L'initiative Nunn-Lugar elle-même n'a pas plus de dix ans de financement en perspective.

Il faut entamer des discussions avec ces pays pour parvenir à une solution diplomatique et définir une stratégie à long terme qui prendra en compte leurs intérêts en matière de sécurité et de progrès économique. Il faudra également renforcer les pouvoirs de l'AIEA pour ses inspections et rendre illégale toute sortie du traité de non-prolifération pour les pays faisant l'objet d'une enquête.

Jonathan Gurwitz

Ancien membre du département d'État, Jonathan Gurwitz est un éditorialiste pour la *Jewish World Review* et le *San Antonio Express-News*. Il est cofondateur et directeur général du programme *Future Leaders of the Alliance* au quartier général de l'OTAN à Bruxelles.

« Pourquoi la barrière d'Israël n'est pas une question pour la cour internationale »

Source : The Age

Référence : « Why Israel's fence is not a matter for the international court », par Jonathan Gurwitz, *The Age*, 3 mars 2004.

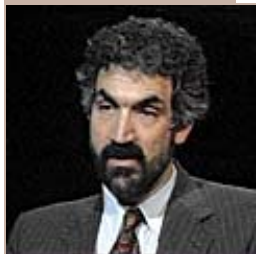
Vous avez certainement lu des articles traitant de la barrière de sécurité, une barrière construite par une puissante nation moyen-orientale pour empêcher

les terroristes de pénétrer par la poreuse frontière qui sépare cette nation de son faible voisin, radical et instable. Cette barrière qui vise à empêcher les attentats terroristes contre les civils mesure 72 kilomètres de long et s'enfonce par endroit jusqu'à 6,5 kilomètres à l'intérieur des terres du faible voisin. Il ne s'agit pas de la barrière israélienne, mais de celle que les Saoudiens ont construit l'année dernière à leur frontière avec le Yémen, dans l'indifférence internationale.

Lors des trois dernières années, les attentats commis en Israël ont causé 822 morts, ce qui est une proportion de la population 18 fois plus élevée que la part de la population saoudienne morte dans des attentats. Le dernier attentat en Israël a été commis alors que s'ouvrait à La Haye le procès concernant la barrière de sécurité israélienne. La Cour internationale de justice est un outil important de l'ONU qui vise à trancher les différends entre États qui la saisissent, mais dans ce cas précis, Israël n'a rien demandé. C'est l'Assemblée générale des Nations unies qui l'a saisie en espérant un avis légal qui viendrait confirmer son jugement sur cette question : Israël est un État illégitime qui n'a pas le droit de se défendre comme l'article 51 de la charte des Nations unies le stipule pourtant.

Il s'agit de la dernière tentative en date à l'ONU pour délégitimer Israël après les condamnations de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. La Cour de justice internationale ne doit pas se laisser corrompre par l'Assemblée générale de l'ONU. Le vrai obstacle à la paix ce n'est pas la barrière, c'est le terrorisme soutenu par Arafat.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité* :

« La loi islamique va-t-elle être instaurée en Irak ? »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Will Islamic law rule Iraq ? », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 3 mars 2004.

Quel devrait être le rôle de l'islam dans le système légal irakien ?

Théoriquement, cette question aurait dû être au cœur d'un débat aux États-Unis et dans les autres pays qui ont occupé l'Irak. Quoi qu'il en soit, la réponse apportée influencera profondément l'avenir du pays et démontrera quelles étaient les intentions des États-Unis. Si l'objectif était de libérer le pays, alors l'imposition de la Charia dans le système légal irakien est inacceptable, si l'objectif était de mettre fin à une menace, alors on peut l'accepter car il vaut mieux avoir de bonnes relations avec le clergé chiïte, comme l'ayatollah Sistani, qui veut instaurer la Charia en Irak.

Malheureusement, le débat aux États-Unis est déjà clos avant d'avoir commencé puisque les Irakiens ont décidé -avec la bénédiction des administrateurs de la Coalition- que le droit islamique serait une source et pas la seule source du droit local. Cela apparaît comme un bon compromis, respectant les droits des Irakiens et les grands principes de l'islam.

Toutefois, il existe des raisons de voir la constitution transitoire comme une

les marionnettistes de Washington ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

victoire pour les militants de l'islam. En effet, la loi irakienne ne pourra pas aller à l'encontre des principes de l'islam et les militants de l'islam ont déjà affirmé qu'ils continueraient à pousser pour que la Charia devienne la source exclusive du droit irakien. Il faut donc que les occupants s'assurent que cette idéologie totalitaire ne domine pas le pays

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .